



Treaty Series No. 48 (1955)

Convention
relating to the reform of the International
Jurisdiction in the Tangier Zone

Tangier, November 10, 1952

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs to Parliament
by Command of Her Majesty
August 1955*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
ONE SHILLING NET

Cmd 9551

CONVENTION RELATIVE A LA REFORME DE LA JURIDICTION INTERNATIONALE DE LA ZONE DE TANGER

Tanger, le 10 novembre, 1952

Le Gouvernement de l'Etat espagnol, le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement de la République italienne, Parties contractantes à la Convention du 18 décembre 1923 telle qu'elle a été amendée par l'Accord du 25 juillet 1928, désireux de réformer la juridiction internationale de la Zone de Tanger organisée par ladite Convention et ledit Accord, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de l'Etat espagnol:

M. Cristobal del Castillo y Campos, Ministre plénipotentiaire, Consul général d'Espagne à Tanger.

Le Gouvernement de la République française:

M. François de Panafieu, Ministre plénipotentiaire, Consul général de France à Tanger.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

M. Thomas G. A. Muntz, Ministre plénipotentiaire, Consul général de Sa Majesté britannique à Tanger.

Le Gouvernement de la République italienne:

M. Francesco Macchi di Cellere, Ministre plénipotentiaire, Consul général d'Italie à Tanger.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

ARTICLE PREMIER

Le texte de l'art. 48 de la Convention du 18 décembre 1923 telle qu'elle a été amendée par l'accord du 25 juillet 1928 est remplacé par le texte ci-après:

Une juridiction internationale est chargée d'administrer la justice aux ressortissants des puissances étrangères, ainsi qu'aux sujets marocains dans les cas prévus par l'annexe au dahir chérifien du 16 février 1924 sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger tel qu'il a été amendé par le dahir du 26 décembre 1928.

Les relations des autorités judiciaires de la zone française ou de la zone espagnole avec la juridiction internationale de Tanger continuent à être réglées par l'Accord du 29 décembre 1916 touchant les rapports entre les autorités judiciaires de ces deux zones.

SECTION I

Composition de la Juridiction Internationale de Tanger

ARTICLE 2

La Juridiction Internationale de Tanger comprend :

une Cour d'Appel

un Tribunal de Première Instance Civil et Correctionnel

un Tribunal Criminel

un Tribunal de Paix et de simple Police.

Après de cette Juridiction, un Parquet assure les fonctions attribuées par les codes et lois de la Zone de Tanger au Ministère Public.

Elles est assistée par le Service du Secrétariat-Greffe et par celui de l'Interprétariat.

ARTICLE 3

La Juridiction Internationale de Tanger se compose de douze juges affectés au Siège et de deux procureurs affectés au Parquet.

Le Siège comprend : deux juges espagnols, deux juges français, un juge belge, un juge britannique, un juge des Etats-Unis d'Amérique, un juge italien, un juge marocain, un juge néerlandais, un juge portugais et un juge suédois.

Les deux procureurs sont l'un de nationalité espagnole, l'autre de nationalité française.

Tous ces magistrats sont nommés par dahir de S.M. Chérifiennne, à la demande du Comité de Contrôle, sur présentation de leur Gouvernement respectif, et, en ce qui concerne le magistrat marocain, du Mendoub de S.M. Chérifiennne à Tanger.

ARTICLE 4

Ces Magistrats doivent présenter toutes les conditions requises pour bien remplir leurs fonctions, appartenir ou avoir appartenu, autant que possible, aux cadres de la Magistrature de leur pays, et connaître couramment au moins une des langues judiciaires prévues à l'art. 54 de la présente Convention.

Ils doivent, en dehors de leurs congés, résider à Tanger.

Il leur est interdit de remplir d'autres charges ou fonctions que celles qu'ils reçoivent dans la Juridiction internationale, et d'exercer une activité rétribuée incompatible avec celle qui leur incombe dans cette Juridiction.

Il leur est également interdit d'appartenir à des associations politiques, quelles qu'elles soient, et de participer à des manifestations politiques.

Tout Magistrat qui manque à ses devoirs professionnels, compromet la dignité de ses fonctions ou porte atteinte au prestige de la magistrature peut être révoqué par Dahir de S.M. Chérifiennne, après avis de l'Assemblée Générale des Magistrats prévue à la Section VIII de la présente Convention, et à la demande, soit du Comité de Contrôle, décidée à l'unanimité de ses membres, soit du Gouvernement ou du Mendoub sur la présentation duquel il a été nommé.

ARTICLE 5

Tous les Magistrats sont "pares inter pares", et l'attribution de leurs fonctions dans les différents organismes de la Juridiction Internationale n'implique aucune différence hiérarchique entre eux.

Il reçoivent un traitement égal, dont le chiffre est fixé par le Comité de Contrôle.

Ils jouissent de tous les avantages accordés aux hauts fonctionnaires de la Zone de Tanger, notamment du bénéfice de la caisse de prévoyance.

Leurs congés, qui ne peuvent dépasser deux mois et demi par an, voyage à l'étranger compris, leur sont accordés, compte tenu des nécessités de leur service, par l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 6

Avant d'entrer en fonctions les Magistrats prêtent devant l'Assemblée Générale des Magistrats siégeant en audience publique et solennelle, le serment suivant :

“ Je jure et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations, et de me conduire en tout comme un digne et loyal Magistrat de la Juridiction Internationale de Tanger.”

Les Magistrats auxquels le serment est interdit par leurs convictions religieuses font la déclaration suivante :

“ Je promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder scrupuleusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal Magistrat de la Juridiction internationale de Tanger.”

SECTION II

La Cour d'Appel

ARTICLE 7

La Cour d'Appel est composée de deux Magistrats permanents, l'un de nationalité espagnole, l'autre de nationalité française, et de deux Magistrats non permanents appartenant à deux autres nationalités.

Les deux Magistrats non permanents sont désignés parmi les Juges du siège, en fonction de leur ancienneté de service auprès de la Juridiction Internationale, et, en cas d'égale ancienneté, en fonction de leur âge, pour une période de quatre ans à l'expiration de laquelle ils prennent au Tribunal de première instance ou au Tribunal de Paix et de simple Police, les fonctions que l'Assemblée Générale des Magistrats leur assigne.

La Cour d'Appel siège avec trois Magistrats. Ses décisions sont prises à la majorité.

Sa composition aux audiences est fixée d'un commun accord entre tous ses membres, suivant les nécessités du service, de telle sorte que les quatre Magistrats qui en font partie siègent, dans la mesure du possible, durant des périodes sensiblement égales. En cas de désaccord, à ce sujet, l'Assemblée Générale des Magistrats prend toute décision utile.

ARTICLE 8

La présidence de la Cour d'Appel est exercée par chacun des Juges de la Cour, à tour de rôle, par roulement annuel, en fonction de leur ancienneté de service auprès de la Juridiction Internationale, et en cas d'égale ancienneté, en fonction de leur âge.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président en exercice est remplacé par le Magistrat de la Cour le plus ancien, et, en cas d'égale ancienneté, par le plus âgé.

ARTICLE 9

Lorsque le litige est relatif à un immeuble non immatriculé, la Cour d'Appel s'adjoint deux juristes musulmans qui ont voix consultative. Ces juristes, ainsi que deux suppléants, sont désignés pour un an par l'Assemblée Générale des Magistrats dans sa séance de la première semaine d'Octobre, et choisis sur une liste de huit noms établie par le Mendoub de S.M. Chérifienne à Tanger.

SECTION III

Le Tribunal de Première Instance

ARTICLE 10

Le Tribunal de Première Instance se compose de sept membres, dont un Président, un Vice-Président et un Juge d'Instruction, désignés pour un an par l'Assemblée Générale des Magistrats dans sa séance de la première semaine du mois d'Octobre.

L'attribution des fonctions de Président et de Vice-Président est faite, par roulement annuel, en fonction de l'ancienneté des Magistrats du Tribunal auprès de la Juridiction Internationale et, en cas d'égale ancienneté, en fonction de leur âge.

Le Tribunal siège toujours avec trois Magistrats et ses décisions sont prises à la majorité.

ARTICLE 11

Une section du Tribunal connaît des instances en matière civile, commerciale et administrative.

Une autre section, dont ne pourra pas faire partie le Juge d'Instruction, connaît des instances en matière correctionnelle.

Ces sections sont présidées, l'une par le Président, l'autre par le Vice-Président du Tribunal.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président ou le Vice-Président sont remplacés par le Magistrat du Tribunal le plus ancien, et, en cas d'égale ancienneté entre plusieurs Magistrats, par le plus âgé.

ARTICLE 12

Sur les affaires de la compétence de la Chambre des mises en accusation, il est statué par trois Magistrats comprenant le Président ou le Vice-Président et deux membres du Tribunal de Première Instance à l'exception du Juge d'Instruction.

ARTICLE 13

En cas de nécessité, la composition des sections du Tribunal ou de la Chambre des mises en accusation peut être complétée par le Président du Tribunal de Paix, et même, à titre tout à fait exceptionnel, par un des membres de la Cour d'Appel.

ARTICLE 14

Lorsque le litige est relatif à un immeuble non immatriculé, le Tribunal s'adjoit deux jurisconsultes musulmans qui ont voix consultative. Ces jurisconsultes, ainsi que deux suppléants, sont désignés pour un an par l'Assemblée Générale des Magistrats dans sa séance de la première semaine d'Octobre, et choisis sur une liste de huit noms établie par le Mendoub de S.M. Chérifienne à Tanger.

SECTION IV

Le Tribunal Criminel

ARTICLE 15

Le Tribunal Criminel est composé d'un Magistrat de la Cour d'Appel, Président, de deux Magistrats du Tribunal de Première Instance n'ayant ni pris part à l'instruction de l'affaire, ni connu de cette dernière à la Chambre des mises en accusation, et d'un Jury de six membres tirés au sort, dans les conditions fixées par les articles 200 et suivants du Code de procédure criminelle.

Lorsqu'il y a un seul accusé, ou lorsque tous les accusés ont la même nationalité, le Jury doit comprendre trois membres de la nationalité de l'accusé et trois membres ayant une nationalité différente.

Lorsqu'il y a plusieurs accusés de nationalités différentes, le Jury est composé de la façon suivante :

Si les accusés appartiennent à deux nationalités différentes, le Jury comprend deux membres de chacune de ces nationalités, et deux membres ayant une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à trois nationalités différentes, le Jury comprend deux membres de chacune de ces nationalités.

Si les accusés appartiennent à quatre nationalités différentes, le Jury comprend un membre de chacune de ces nationalités, et deux membres ayant une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à cinq nationalités différentes, le Jury comprend un membre de chacune de ces nationalités, et un membre d'une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à six nationalités différentes, le Jury comprend un membre de chacune de ces nationalités.

Si les accusés appartiennent à plus de six nationalités différentes, le sort déterminera les nationalités auxquelles devront appartenir les Jurés et qui seront obligatoirement celles de six des accusés.

Dans le cas où il n'existe pas de liste spéciale pour la nation à laquelle appartient l'accusé, celui-ci peut désigner celle des listes nationales prévues par l'art. 186 nouveau du Code de Procédure Criminelle sur laquelle il désire que soient tirés au sort les membres du Jury qui, en vertu des dispositions précédentes, devraient avoir la même nationalité que lui. Vingt jours au moins avant l'ouverture de la session, le Président lui adresse notification d'avoir à lui faire connaître son choix dans le délai de 48 heures après cette notification. Faute par l'accusé d'user de ce droit dans ce délai, le Jury est composé de six membres de nationalités différentes tirés au sort sur la liste générale des Jurés dans les conditions fixées aux art. 200 et suivants du Code de Procédure Criminelle.

ARTICLE 16

Les Magistrats et les Jurés délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé. Leur décision à ce sujet est prise à la majorité des voix.

L'application de la peine est faite par les Magistrats seuls, leur décision étant prise à la majorité.

ARTICLE 17

Les jugements rendus par le Tribunal Criminel sont susceptibles de recours devant la Cour d'Appel, mais seulement pour incompétence, excès de pouvoirs, omission des formes légales substantielles, violation des droits de la défense, défaut de motifs, fausse application, fausse interprétation ou violation de la loi.

Ce recours doit, à peine d'irrecevabilité, être formé dans le délai de 15 jours francs à compter du prononcé du jugement.

Lorsque la Court d'Appel infirme la décision qui lui a été déférée, elle renvoie l'affaire à une audience ultérieure, aussi rapprochée que possible, pour être jugée par la même Cour qui s'adjoit un nouveau Jury comprenant exclusivement des membres n'ayant pas siégé au Tribunal Criminel.

Ce nouveau Jury est composé et tiré au sort conformément aux dispositions de l'art. 15 de la présente Convention.

SECTION V

Le Tribunal de Paix et de Simple Police

ARTICLE 18

Le Tribunal de Paix et de Simple Police est composé d'un Juge unique désigné chaque année par l'Assemblée Générale des Magistrats et qui reçoit le titre de "Président du Tribunal de Paix et de Simple Police."

ARTICLE 19

Lorsque l'encombrement du rôle du Tribunal de Paix et de Simple Police l'exige, l'Assemblée Générale des Magistrats peut désigner pour seconder le Juge unique prévu à l'article précédent, un Magistrat du Tribunal de Première Instance, ou, en cas de nécessité absolue, soit un avocat inscrit au tableau de l'ordre de Tanger, soit un notable présentant toute garantie d'honorabilité et de capacité. Ce dernier a droit à une rémunération dont le montant sera fixé par une loi.

SECTION VI

Le Parquet

ARTICLE 20

Le Parquet est composé des deux Procureurs qui exercent l'action publique et sont les chefs de la Police Judiciaire.

Il représente, par délégation de S.M. Chérifienne, l'Administration de la Zone auprès de la Juridiction Internationale.

Le Ministère Public adresse tous réquisitoires utiles au Juge d'Instruction en vue de l'ouverture, de la marche et de la clôture des informations judiciaires. Il a qualité pour former opposition aux ordonnances du Juge d'Instruction.

ARTICLE 21

A tour de rôle, en commençant par le plus ancien, et, en cas d'égale ancienneté, par le plus âgé, chacun des deux Procureurs représente pendant un an, avec le titre de chef du Parquet, le Ministère Public auprès des autorités, des administrations publiques et des différents organismes de la Zone de Tanger.

Ces deux Magistrats s'entendent sur la répartition des affaires entre eux et la représentation du Parquet auprès de la Cour d'Appel, des deux sections du Tribunal de Première Instance, de la Chambre des mises en accusation et du Tribunal Criminel. En cas de difficulté à ce sujet, l'Assemblée Générale des Magistrats prend toute décision utile.

ARTICLE 22

Les deux Procureurs se remplacent mutuellement et de plein droit en cas d'absence, de maladie ou d'empêchement de l'un d'eux.

En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement des deux Procureurs à la fois, l'Assemblée Générale des Magistrats désigne un Magistrat du siège pour remplir leurs fonctions par interim.

ARTICLE 23

Le Président de la Cour d'Appel et le Chef du Parquet doivent être de nationalités différentes. Si, par application des dispositions des articles précédents, l'éventualité d'une attribution de ces deux postes à des Magistrats de même nationalité se présentait, le choix serait fait en faveur du Président de la Cour d'Appel.

ARTICLE 24

Les fonctions du Ministère Public près le Tribunal de Paix et de Simple Police sont exercées, sous le contrôle et l'autorité du Parquet, par un Commissaire de Police, désigné par l'Administrateur de la Zone et agréé par le Chef du Parquet.

ARTICLE 25

L'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires, agissant au nom de l'Administrateur, peut demander au Chef du Parquet des renseignements et, le cas échéant, lui adresser des recommandations.

L'Administrateur de la Zone devra en informer le Comité de Contrôle.

Les Procureurs doivent tenir compte dans leurs réquisitions écrites des recommandations de l'administrateur-adjoint mais peuvent verbalement à l'audience présenter et soutenir leurs opinions personnelles.

SECTION VII

Exécution des décisions judiciaires—Révision—Mesures gracieuses

ARTICLE 26

L'exécution des jugements et arrêtes en matière pénalé appartient au Parquet.

L'Administrateur-adjoint de la Zone chargé des services judiciaires veille à l'exécution de ces jugements et arrêtes. A cet effet, il ne reçoit un extrait et est tenu au courant de leur exécution par le Parquet. Il peut attirer l'attention de ce dernier sur des carences ou des manquements dans cette exécution.

ARTICLE 27

S.M. Chérifienne conserve le droit de remettre ou de commuer en peines plus légères les peines criminelles, correctionnelles ou de police prononcées par la Juridiction Internationale. Les décisions gracieuses interviennent sur l'avis du Président de la Cour d'Appel, du Magistrat du Parquet qui a connu de l'affaire, et de l'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires.

Le recours est présenté par le condamné par l'intermédiaire de son avocat, à la Direction des Services judiciaires qui le transmet au Chef du service du Parquet pour que soient recueillis les avis prévus ci-dessus.

ARTICLE 28

Eu égard au caractère de la Juridiction Internationale de Tanger, les jugements définitifs, ainsi que les Commissions rogatoires, des Tribunaux des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont exécutoires de plein droit dans la Zone de Tanger à l'encontre des justiciables de cette Juridiction, à condition que ces décisions ne soient pas contraires à l'ordre public de la Zone.

Toutefois en ce qui concerne les jugements une demande d'exequatur devra être présentée à la Cour d'Appel.

L'Assemblée Générale des Magistrats détermine, dans un règlement, les conditions de vérification de l'authenticité et de la régularité des jugements et commissions rogatoires d'après les lois du pays où ils ont été rendus.

SECTION VIII

L'Assemblée Générale des Magistrats

ARTICLE 29

Les quatorze Magistrats composant la Juridiction Internationale se réunissent en Assemblée Générale au moins une fois tous les trois mois et plus souvent si cela est nécessaire.

Les deux Procureurs peuvent exprimer leur opinion sur toutes les questions, mais n'ont pas le droit de vote.

Cette Assemblée désigne, parmi ses membres, dans les conditions qu'elle détermine, un Délégué qui préside ses réunions, la convoque chaque fois qu'il le juge utile, et représente la Juridiction Internationale auprès des autorités, des administrations publiques et des différents organismes de la Zone.

ARTICLE 30

Chaque année, dans la première semaine du mois d'Octobre, cette Assemblée effectue entre ses membres, à l'exception des deux Procureurs et des deux Magistrats permanents de la Cour d'Appel, l'attribution, dans les conditions fixées par la présente Convention, des fonctions de Jugés non permanents à la Cour, de Président, de Vice-Président, Juge d'Instruction et Juges au Tribunal de première instance, et de Président du Tribunal de Paix et de Simple Police. Elle veille, en outre, à l'exécution des dispositions de l'art. 8 de la présente Convention, relatives à la Présidence de la Cour d'Appel.

En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement quelconque d'un Magistrat du siège ou du Parquet, cette Assemblée se réunit sans délai, et, au besoin d'office, pour désigner un remplaçant provisoire au Magistrat empêché.

ARTICLE 31

Outre les attributions qui lui sont dévolues par les autres dispositions de la présente Convention, l'Assemblée Générale des Magistrats assume les fonctions suivantes:

elle fixe les jours et heures des audiences du Tribunal de Paix et de Simple Police, du Tribunal de Première Instance et de la Cour d'Appel, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux du Secrétariat-Greffe et de l'Interprétariat.

elle veille à la bonne organisation intérieure de la Juridiction Internationale et à la discipline des Magistrats; détermine le costume et les insignes que doivent porter ces derniers dans l'exercice de leurs fonctions, fixe, en considération des nécessités du service, l'ordre et la durée des congés des Magistrats, et prend toute décision utile à ce sujet.

elle organise, si les conditions de bon fonctionnement de la Juridiction le permettent, un service de vacances.

elle effectue, dans les conditions prévues par le statut du personnel du Secrétariat-Greffe et de l'Interprétariat, les nominations, promotions et avancement de ce personnel, et exerce, sur celui-ci, dans les mêmes conditions, l'action disciplinaire; aux réunions de l'Assemblée Générale des Magistrats relatives à ces objets participe l'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires, celui-ci peut exprimer son opinion sur toutes les questions, mais n'a pas le droit de vote.

elle prépare, avec la même participation de l'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires le budget de la Juridiction Internationale.

elle effectue, dans la limite des crédits budgétaires, l'achat des ouvrages de droit, des périodiques et des fournitures de bureaux nécessaires, ainsi que la nomination des chaouchs, concierges et hommes de peine.

ARTICLE 32

Les décisions de l'Assemblée Générale des Magistrats sont prises à la majorité. En cas de partage des voix, celle du Magistrat le plus ancien à la Juridiction Internationale, et, en cas d'ancienneté égale, celle du Magistrat le plus âgé, est prépondérante.

SECTION IX

Le Secrétariat-Greffe et l'Interprétariat

ARTICLE 33

Le Service du Secrétariat-Greffe de la Juridiction Internationale est dirigé, sous l'autorité de cette Juridiction, par un Secrétaire-Greffier en Chef, assisté de six Secrétaires-Greffiers, ainsi que de Secrétaires-Greffiers adjoints, commis-greffiers, commis-greffiers-adjoints et dames employées dont le nombre sera fixé par une Ordonnance du Comité de Contrôle portant statut du personnel du Secrétariat-Greffe.

ARTICLE 34

Les agents du Secrétariat-Greffe doivent appartenir à l'une ou l'autre des nationalités visées au deuxième paragraphe de l'article 3 de la présente Convention.

Le Secrétaire-Greffier en Chef et les six Secrétaires-Greffiers sont nommés et, le cas échéant, licenciés ou révoqués, par Dahir de S.M. Chérifienne, sur la proposition de l'Assemblée Générale des Magistrats et à la demande du Comité de Contrôle. Les autres agents sont nommés par Ordonnance du Comité de Contrôle sur proposition de l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 35

Le Service du Secrétariat-Greffe assure le Secrétariat de la Cour d'Appel, du Tribunal de Première Instance, du Tribunal de Paix, et du Parquet. Il comprend en outre :

- un bureau de notifications et d'exécutions judiciaires;
- un bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires;
- un bureau du notariat;
- la caisse judiciaire.

L'attribution entre les agents du Secrétariat-Greffe des fonctions incombant à ce service fait l'objet de décisions de l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 36

Le personnel du bureau des notifications d'exécutions judiciaires est chargé de faire les sommations, mises en demeure, constats, protêts et autres actes judiciaires. Il procède en outre à l'exécution de toutes les décisions de la juridiction internationale jusqu'à et y compris la vente des meubles ou immeubles saisis.

ARTICLE 37

Le personnel du bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires assure les fonctions de syndic des faillites, liquidateur judiciaire, liquidateur de sociétés, séquestre des biens litigieux, curateur à succession vacante et, d'une manière générale, toutes missions de gestion, de liquidation ou de conservation n'entrant pas dans les attributions notariales.

La Juridiction Internationale peut en outre adjoindre aux agents de ce bureau d'autres mandataires dans les cas où l'intervention de techniciens sera jugée nécessaire.

ARTICLE 38

En cas d'absence ou d'empêchement, un agent des Secrétariats, des bureaux ou de la caisse visés à l'art. 35, pourra être remplacé temporairement, s'il est nécessaire, par décision de l'Assemblée Générale des Magistrats qui désignera un agent d'un autre secrétariat ou d'un autre bureau.

ARTICLE 39

Le bureau du Notariat sera chargé de recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique et d'en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des expéditions.

L'organisation de ce bureau et les conditions dans lesquelles seront reçus les actes notariés et délivrées des expéditions et des copies de ces actes seront fixées par une Ordonnance du Comité de Contrôle.

Le fonctionnement du bureau du Notariat est placé sous la surveillance des Magistrats du Parquet, sans préjudice des dispositions de l'art. 43 ci-dessous.

641

ARTICLE 40

En cas de nécessité, l'Assemblée Générale des Magistrats peut, sur la proposition du Secrétaire-Greffier en Chef, et dans la limite des crédits budgétaires, recruter des agents auxiliaires et des agents temporaires.

ARTICLE 41

Un interprète judiciaire pour la langue arabe, attaché à la Juridiction Internationale, est nommé par dahir de S.M. Chérifienne sur la proposition de l'Assemblée Générale des Magistrats et à la demande du Comité de Contrôle.

Un interprète judiciaire-adjoint est nommé par Ordonnance du Comité de Contrôle sur la proposition de l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 42

Le statut prévu à l'art. 33 ci-dessus déterminera les conditions de recrutement et d'avancement ainsi que le mode d'établissement des traitements et les règles de discipline des agents du Secrétariat-Greffe et de l'Interprétariat.

ARTICLE 43

L'Administrateur-adjoint chargé des services judiciaires peut, lorsqu'il le juge nécessaire, demander à l'Assemblée Générale des Magistrats, tous renseignements utiles concernant le fonctionnement du Secrétariat-Greffe et de l'Interprétariat, et, le cas échéant, faire à ce sujet toutes recommandations à cette Assemblée.

SECTION X

Les Avocats

ARTICLE 44

Les avocats de la Zone de Tanger ont le droit de consultation et de plaidoirie. Ils représentent leurs clients devant la Juridiction Internationale et présentent, en leur nom, tous mémoires, requêtes et conclusions utiles sans qu'une procuration spéciale ne leur soit nécessaire.

Ils ne peuvent toutefois, sans procuration spéciale, dénier l'écriture, compromettre ou transiger, accepter des offres, aveux ou consentements, déférer ni référer le serment et, d'une manière générale, faire tous actes comportant l'abandon ou la reconnaissance d'un droit.

ARTICLE 45

Le droit d'exercer la profession d'avocat dans le Zone de Tanger ne s'acquiert que par l'inscription au tableau des avocats près la Juridiction Internationale.

Toutefois les avocats régulièrement inscrits et jouissant d'un droit d'audience près un Tribunal ou une Cour de l'une des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont admis à plaider devant la Juridiction Internationale après avoir obtenu l'autorisation du Président du Tribunal ou de la Cour ayant à connaître de l'affaire au sujet de laquelle ils désirent être entendus. Mais ces avocats ne pourront accomplir devant cette Juridiction les actes de la procédure écrite comme mandataires de leurs clients.

ARTICLE 46

Le tableau des avocats est établi et arrêté chaque année par les soins du Bâtonnier et du Conseil de l'Ordre.

ARTICLE 47

Nul ne peut être inscrit au Tableau des avocats près la Juridiction Internationale s'il :

n'est ressortissant de l'une des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, ne remplit toutes les conditions de capacité et autres exigées par la Législation de l'Etat dont il est ressortissant pour être admis à l'un des barreaux de cet Etat,

n'a, dans la Zone de Tanger, un domicile et une résidence effectifs, ne justifie avoir, pendant trois ans au moins, exercé la profession d'avocat près un Tribunal ou une Cour de l'Etat dont il est ressortissant, ou effectué un stage, soit dans les conditions prescrites par la législation de cet Etat pour être inscrit à un barreau, soit dans les conditions prescrites par le règlement du barreau de Tanger, auprès d'un avocat inscrit à ce barreau; est assimilé au stage l'exercice effectif de fonctions judiciaires, en tant que Magistrat, ou de fonctions d'enseignement dans une Faculté ou une Ecole de Droit, en tant que professeur ou chargé de cours.

ARTICLE 48

Tous les avocats près la Juridiction Internationale forment un seul Barreau. Celui-ci est administré par le Conseil de l'Ordre, composé de neuf membres élus pour deux ans par l'ensemble des avocats, et représentatif, autant que possible, des différentes nationalités de ces derniers. Le Conseil élit, dans son sein, le Bâtonnier de l'Ordre.

ARTICLE 49

Le règlement du Barreau est établi par le Conseil de l'Ordre et approuvé par l'Assemblée Générale des Magistrats.

ARTICLE 50

Le Conseil de l'Ordre exerce l'action disciplinaire sur les stagiaires et les avocats inscrits au Tableau.

ARTICLE 51

Toute décision du Conseil de l'Ordre relative à une demande d'admission au stage ou d'inscription au tableau, à une plainte contre un stagiaire ou un avocat inscrit, ou à une question disciplinaire est susceptible de recours devant la Cour d'Appel composée des trois Magistrats siégeant à ladite Cour et, en outre, du Président et du Vice-Président du Tribunal de Première Instance.

Ce recours est ouvert soit à l'intéressé soit au Parquet et doit être exercé dans le délai de quinze jours à compter de la notification, par le Bâtonnier de l'Ordre, de la décision contestée.

Toute décision du Conseil de l'Ordre relative à un des objets visés au paragraphe premier du présent article doit être notifiée au Parquet par le Bâtonnier de l'Ordre.

643

Toute plainte contre un stagiaire ou un avocat inscrit doit obligatoirement être communiquée au Parquet qui a le droit d'impartir au Conseil de l'Ordre un certain délai pour statuer à son sujet et lui notifier la décision à intervenir. L'absence de notification d'une décision, dans ce délai, par le Bâtonnier équivaut, de la part du Conseil de l'Ordre, à une décision implicite de rejet contre laquelle le Parquet peut exercer le recours prévu au deuxième paragraphe du présent article.

SECTION XI

Dispositions Générales

ARTICLE 52

La justice est rendue par la Juridiction Internationale de Tanger au nom de S.M. Chérifienne.

ARTICLE 53

La Juridiction Internationale de Tanger applique les codes, dahirs et lois spécialement promulgués pour la Zone, ainsi que les conventions internationales relatives à cette Zone.

En cas de contradiction entre les dispositions de ces codes, dahirs et lois, d'une part, et celles de la présente Convention, d'autre part, ces dernières prévaudront.

ARTICLE 54

Les langues judiciaires sont le français et l'espagnol, les jugements et actes du greffe étant rédigés ou établis en l'une ou l'autre de ces langues, au choix des Magistrats, s'il s'agit de jugements, et du Secrétaire-Greffier en Chef, s'il s'agit d'actes du Greffe, chaque partie pouvant aussi se servir du français ou de l'espagnol dans la rédaction de ses requêtes et pièces de procédure.

Les notifications et sommations faites en français ou en espagnol sont valables encore que la partie à laquelle elles sont signifiées prétende ignorer la langue dans laquelle elles sont rédigées. Mais cette partie est en droit de demander au Secrétariat-Greffe que lesdites notifications et sommations soient traduites par un expert et à ses frais.

Les plaidoiries sont prononcées en espagnol ou en français, sauf le cas où le Président autoriserait l'emploi d'une autre langue.

Dispositions finales

ARTICLE 55

La présente Convention sera communiquée pour adhésion par les soins du Gouvernement de la République française aux Gouvernements des Puissances ayant adhéré à la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la Zone de Tanger, ainsi qu'au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté au Comité de Contrôle.

Les Gouvernements des puissances signataires de la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront, s'engagent à recommander à l'adoption de S.M. Chérifienne le texte d'un dahir conforme aux dispositions des articles 2 à 54 ci-dessus, dahir qui remplacera le dahir du 16 février 1924, tel qu'il a été amendé par le dahir du 26 novembre 1928.

ARTICLE 56

La présente Convention entrera en vigueur dès que tous les Gouvernements des Puissances visées à l'art. 55 ci-dessus y auront donné leur adhésion. Elle est conclue pour une durée de cinq années à partir de sa mise en vigueur dont la date sera notifiée à tous les Gouvernements signataires et adhérents par les soins du Gouvernement de la République française.

Elle sera renouvelée de plein droit, par tacite reconduction, pour une ou plusieurs périodes égales si, au moins six mois avant son expiration, aucun des Gouvernements des puissances contractantes n'a demandé qu'elle soit révisée. En ce cas, elle continuera à s'appliquer jusqu'à la conclusion de la nouvelle Convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tanger, le dix novembre 1952 en quatre exemplaires.

(L.S.)	C. DEL CASTILLO.
(L.S.)	F. DE PANAFIEU.
(L.S.)	GODWIN MUNTZ.
(L.S.)	F. MACCHI DI CELLERE.

**CONVENTION RELATING TO THE REFORM OF THE
INTERNATIONAL JURISDICTION IN THE TANGIER ZONE**

Tangier, November 10, 1952

The Government of the Spanish State, the Government of the French Republic, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of the Italian Republic, Contracting Parties to the Convention of 18th December, 1923⁽¹⁾, as amended by the Agreement of 25th July, 1928⁽²⁾, desiring to reform the International Jurisdiction in the Tangier Zone constituted by the aforesaid Convention and the aforesaid Agreement, have appointed as their plenipotentiaries for this purpose:—

The Government of the Spanish State:

M. Cristobal del Castillo y Campos, Minister Plenipotentiary, Consul-General of Spain at Tangier.

The Government of the French Republic:

M. François de Panafieu, Minister Plenipotentiary, Consul-General of France at Tangier.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Mr. Thomas G. A. Muntz, Minister Plenipotentiary, Consul-General of Her Britannic Majesty at Tangier.

The Government of the Italian Republic:

M. Francesco Macchi di Cellere, Minister Plenipotentiary, Consul-General of Italy at Tangier.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have drawn up and signed the following provisions:

ARTICLE 1

The text of Article 48 of the Convention of 18th December, 1923, as amended by the Agreement of 25th July, 1928, shall be replaced by the following text:

An International Jurisdiction shall be responsible for the administration of justice to nationals of foreign Powers, as well as to Moroccan nationals in the cases provided for in the Annex to the Sherifian Dahir of 16th February, 1924, relating to the Organisation of an International Jurisdiction at Tangier, as amended by the dahir of 26th December, 1928.

The relation of the judicial authorities of the French and Spanish Zones with the International Jurisdiction at Tangier shall continue to be governed by the Agreement of 29th December, 1916, concerning the relations between the judicial authorities of those two Zones.

⁽¹⁾ "Treaty Series No. 23 (1924)," Cmd. 2203.

⁽²⁾ "Treaty Series No. 25 (1928)," Cmd. 3216.

SECTION I

Composition of the International Jurisdiction at Tangier

ARTICLE 2

The International Jurisdiction at Tangier shall consist of:—

- a Court of Appeal,
- a Court of First Instance with civil and correctional jurisdiction,
- a Criminal Court,
- a Court of Summary Jurisdiction (*Tribunal de Paix et de Simple Police*).

Before this Jurisdiction, a *Parquet* shall discharge the functions attributed by the codes and laws of the Tangier Zone to the *Ministère Public*.

The Jurisdiction shall be assisted by the Registry of the Court and by the Interpretariat.

ARTICLE 3

The International Jurisdiction at Tangier shall consist of twelve judges assigned to the Courts and two procurators assigned to the *Parquet*.

The judges assigned to the Courts shall be: two Spanish judges, two French judges, a Belgian judge, a British judge, a judge of the United States of America, an Italian judge, a Moroccan judge, a Netherlands judge, a Portuguese judge and a Swedish judge.

The two procurators shall be one of Spanish nationality and the other of French nationality.

All the magistrates shall be nominated by Sherifian Dahir at the instance of the Committee of Control on the nomination of their respective Governments and, in the case of the Moroccan magistrate, of His Sherifian Majesty's Mendoub at Tangier.

ARTICLE 4

These magistrates must possess all the qualifications necessary to carry out their functions, as far as possible belong or have belonged to the magistrature of their own countries and know fluently at least one of the judicial languages referred to in Article 54 of the present Convention.

They should, apart from vacations, reside in Tangier.

They are forbidden to carry out duties or functions other than those which are assigned to them in the International Jurisdiction, or to undertake any part-time employment incompatible with their obligations to the International Jurisdiction.

They are equally forbidden to belong to any political associations whatsoever, or to take part in any political activities.

Any magistrate who fails to carry out his professional duties, compromises the dignity of his functions, or impairs the prestige of the magistrature can be removed by Sherifian Dahir, upon the advice of the General Assembly of Magistrates provided for in Section VIII of the present Convention, or at the instance either of the Committee of Control acting by unanimous decision, or of the Government or the Mendoub by whom he has been nominated.

ARTICLE 5

All the magistrates are *pares inter pares*, and the attribution to them of duties in different parts of the International Jurisdiction does not imply any hierarchic difference between them.

647
They shall each receive an equal salary, of which the amount shall be fixed by the Committee of Control.

They shall enjoy all the advantages granted to high officials of the Tangier Zone, particularly the benefits of the provident fund (*caisse de prévoyance*).

Their vacations, which may not exceed two and a half months a year, including journeys abroad, will be granted to them, subject to the exigencies of the service, by the General Assembly of Magistrates.

ARTICLE 6

Before entering upon their duties, the Magistrates shall take before the General Assembly of Magistrates sitting in public and solemn session, the following oath:—

“I swear and promise well and faithfully to carry out my duties, scrupulously to preserve the secret of our deliberations and to conduct myself in every way as a worthy and loyal magistrate of the International Jurisdiction at Tangier.”

Any magistrate to whom an oath is forbidden by his religious convictions shall make the following declaration:—

“I promise well and faithfully to carry out my duties, scrupulously to keep the secret of our deliberations and to conduct myself in every way as a worthy and loyal magistrate of the International Jurisdiction at Tangier.”

SECTION II

The Court of Appeal

ARTICLE 7

The Court of Appeal shall consist of two permanent judges, one of Spanish nationality, and the other of French nationality, and of two non-permanent judges belonging to two other nationalities.

The two non-permanent judges shall be chosen from amongst the judges of the Court in order of their seniority in the service of the International Jurisdiction, and, in the case of equal seniority, by age, for a period of four years at the expiry of which they shall take up in the Court of First Instance or in the Court of Summary Jurisdiction (*Tribunal de Paix et de Simple Police*) the functions assigned to them by the General Assembly of Magistrates.

The Court of Appeal shall sit with three judges, and its decisions shall be taken by a majority vote.

The composition of the Court shall be fixed by agreement between all its members, according to the exigencies of the service, in such a way that all the four judges who compose it shall, as far as possible, sit for equal periods. In the event of any disagreement on this matter, the General Assembly of Magistrates shall take the necessary decision.

ARTICLE 8

The presidency of the Court of Appeal shall be held by each of the judges of the Court in annual rotation according to their seniority of service in the International Jurisdiction and in the event of equal seniority, according to their age.

In the event that the President is absent or is otherwise prevented from sitting, he shall be replaced by the most senior judge of the Court or, in the case of equal seniority, by the eldest.

ARTICLE 9

When the proceedings concern unregistered immovable property, the Court of Appeal shall have added to it two Moslem jurisconsults in a consultative capacity. These jurisconsults, as well as two deputies, shall be designated for a year by the General Assembly of Magistrates sitting in the first week in October and shall be chosen from a list of eight names drawn up by His Sherifian Majesty's Mendoub in Tangier.

SECTION III

The Court of First Instance

ARTICLE 10

The Court of First Instance shall consist of seven members, of whom a President, a Vice-President and a *Juge d'Instruction* shall be chosen for one year by the General Assembly of Magistrates during its session held in the first week of October.

The offices of President and Vice-President will be held by annual rotation according to the seniority of the judges in the International Jurisdiction and, in the case of equal seniority, according to their age.

The Court shall always sit with three judges and its decisions shall be taken by majority vote.

ARTICLE 11

One section of the Court shall have jurisdiction in respect of civil, commercial and administrative proceedings.

Another section, of which the *Juge d'Instruction* shall not be a member, shall have jurisdiction in respect of correctional proceedings.

These sections shall be presided over by the President and Vice-President of the Court, respectively.

In the case that the President or the Vice-President is absent or otherwise prevented from sitting, he shall be replaced by the most senior judge of the Court, and in the case of equal seniority by the eldest.

ARTICLE 12

When the Court is sitting as the "*Chambre des mises en accusation*," it shall consist of three judges, including the President or the Vice-President, and two members of the Court of First Instance of whom the *Juge d'Instruction* shall not be one.

ARTICLE 13

If necessary, the sections of the Court of First Instance or the *Chambre des mises en accusation* can be completed by the President of the Court of Summary Jurisdiction (*Tribunal de Paix et de Simple Police*), or even, exceptionally, by one of the members of the Court of Appeal.

649

ARTICLE 14

If the proceedings relate to unregistered immovable property the Court shall have added to it two Moslem jurisconsults in a consultative capacity. These jurisconsults, as well as two deputies, shall be chosen for one year by the General Assembly of Magistrates sitting during the first week in October and shall be chosen from a list of eight names drawn up by His Sherifian Majesty's Mendoub at Tangier.

SECTION IV

The Criminal Court

ARTICLE 15

The Criminal Court shall consist of one judge of the Court of Appeal who shall be President; two judges of the Court of First Instance who have taken no part in the preliminary stages of the proceedings, and a jury of six members selected by lot under the conditions laid down in Articles 200 ff. of the Code of Criminal Procedure. When there is only one accused, or when all the accused are of the same nationality, the jury shall consist of three members of the same nationality as the accused and three members possessing a different nationality.

When there are several accused of different nationalities, the jury shall be made up as follows:—

If the accused belong to two different nationalities, the jury shall consist of two members of each of those nationalities, and two members having a different nationality.

If the accused belong to three different nationalities, the jury shall consist of two members of each of these nationalities.

If the accused belong to four different nationalities, the jury shall consist of a member of each of those nationalities, and two members having another nationality.

If the accused belong to five different nationalities, the jury shall consist of one member of each of those nationalities, and one member of another nationality.

If the accused belong to six different nationalities, the jury shall consist of one member of each of the nationalities.

If the accused belong to more than six different nationalities, the nationalities to which the jurors are to belong shall be determined by lot, but they must include the nationalities of six of the accused.

If there does not exist any special list for the country to which the accused belongs, the latter can select one of the national lists provided for in Article 186 of the Code of Criminal Procedure as the one from which he wishes there to be drawn the members of the jury who, by virtue of the preceding provisions, ought to be of his own nationality. At least twenty days before the opening of the session, the President shall notify the accused that he must make his choice within 48 hours of the receipt of the notification. If the accused does not avail himself of this right within the above-mentioned period, the jury shall consist of six members of different nationalities drawn from the general list of jurors under the conditions laid down in Articles 200 ff. of the Code of Criminal Procedure.

ARTICLE 16

The judges and the jurors shall deliberate together concerning the guilt of the accused. Their decision on this matter shall be taken by majority vote.

The sentence to be imposed shall be decided by the judges alone, by means of a majority vote.

ARTICLE 17

An appeal against a judgment given by the Criminal Court can be lodged before the Court of Appeal, but only on the grounds of incompetence, excess of powers, omission of substantial legal formalities, failure to accord rights of defence, lack of any grounds for the judgment delivered, misapplication, misinterpretation or infringement of the law.

To be admissible, such appeals must be lodged not later than 15 days from the date on which the judgment was pronounced.

If the Court of Appeal does not affirm the judgment against which an appeal has been lodged, it shall send the case back for a further hearing, which shall be held as soon as possible by the same Court which shall have added to it a new jury consisting entirely of members who took no part in the previous proceedings in the Criminal Court.

This new jury shall be set up and selected by lot according to the provisions of Article 15 of the present Convention.

SECTION V

Court of Summary Jurisdiction

(Le Tribunal de Paix et de Simple Police)

ARTICLE 18

The Court of Summary Jurisdiction (*Tribunal de Paix et de Simple Police*) shall consist of a single judge selected each year by the General Assembly of Magistrates, who shall be known as President of the Court of Summary Jurisdiction (*Président du Tribunal de Paix et de Simple Police*).

ARTICLE 19

If the work of the Court of Summary Jurisdiction (*Tribunal de Paix et de Simple Police*) becomes too heavy, the General Assembly of Magistrates can designate, to assist the single judge provided for in the preceding Article, one of the judges of the Court of First Instance, or, in a case of absolute necessity, either a lawyer who is a member of the Bar in Tangier, or a well-known person whose respectability and capability can be vouched for. The latter shall have a right to receive remuneration, the amount of which shall be fixed by a law.

SECTION VI

The Parquet

ARTICLE 20

The *Parquet* shall consist of two Procurators who represent the public interest and who are the heads of the judicial police.

They shall represent by delegation from His Sherifian Majesty, the Administration of the Zone before the International Jurisdiction.

The *Ministère Public* shall address any necessary requests to the *Juge d'Instruction* about the institution, the progress or the closure of judicial proceedings. He shall be entitled to enter an objection to a decision made by the *Juge d'Instruction*.

ARTICLE 21

In rotation and beginning with the more senior, or in the case of equal seniority, with the elder, each of the two Procurators shall represent, for a year, with the title of " Head of the Parquet " the *Ministère Public* before the authorities, the public administration and the different organs of the Zone.

The two Procurators will agree upon the allocation of the work between them and the representation of the *Parquet* before the Court of Appeal, the two sections of the Court of First Instance, the *Chambre des mises en accusation*, and the Criminal Court. In case of any difficulties in regard to this matter the General Assembly of Magistrates shall take any decisions which may be necessary.

ARTICLE 22

The two Procurators shall replace one another with full powers in the case of absence, sickness or when otherwise prevented from exercising their functions.

In the event that both Procurators are absent, sick or otherwise prevented from exercising their functions at the same time, the General Assembly of Magistrates shall designate a magistrate from the body of the Court temporarily to carry out their functions.

ARTICLE 23

The President of the Court of Appeal and the Head of the *Parquet* shall be of different nationalities. If the application of the preceding Article results in both posts falling to magistrates of the same nationality, the choice will be exercised in favour of the President of the Court of Appeal.

ARTICLE 24

The functions of the *Ministère Public* before the Court of Summary Jurisdiction (*Tribunal de Paix et de Simple Police*) shall be carried out, under the supervision and authority of the *Parquet*, by a Police Commissioner designated by the Administrator of the Zone and agreed upon by the Head of the *Parquet*.

ARTICLE 25

The Assistant Administrator for Judicial Affairs, acting in the name of the Administrator, may ask the Head of the *Parquet* for information, and in case of need, make recommendations to him.

The Administrator of the Zone shall, in such case, inform the Committee of Control.

The Procurators must take into account in their written address to the Court any recommendations made by the Assistant Administrator, but can at the hearing verbally present and uphold their personal opinions.

SECTION VII

Execution of Judgments—Revision—Measures of Clemency

ARTICLE 26

The execution of judgments and sentences in criminal matters belongs to the *Parquet*.

The Assistant Administrator for Judicial Affairs shall watch over the execution of judgments and sentences. For this purpose he shall receive extracts of such judgments and sentences and shall be kept informed of their execution by the *Parquet*. He may draw the attention of the *Parquet* to any failures of or deficiencies in execution.

ARTICLE 27

His Sherifian Majesty shall have the right to remit or to commute to a lighter sentence any sentence of a criminal, correctional or summary nature pronounced by the International Jurisdiction. Such clemency will be exercised on the advice of the President of the Court of Appeal, the Magistrate of the *Parquet* who has knowledge of the case, and the Assistant Administrator for Judicial Affairs.

An appeal for clemency shall be presented by the convicted person through his lawyer to the Department of Judicial Affairs who will transmit it to the Head of the *Parquet* so that it may be advised upon as provided above.

ARTICLE 28

In view of the nature of the International Jurisdiction at Tangier, final judgments, as well as *commissions rogatoires* emanating from the Courts of the Powers who are signatories of the Act of Algeciras, are legally capable of being executed in the Tangier Zone against persons who are subject to the International Jurisdiction, provided that such judgments are not contrary to public order in the Zone.

Nevertheless, as far as judgments are concerned, a request for their execution must be made to the Court of Appeal.

The General Assembly of Magistrates shall determine, by regulation, the conditions on which the authenticity of such judgments and commissions can be verified in accordance with the law of the country from which they have emanated.

SECTION VIII

The General Assembly of Magistrates

ARTICLE 29

The fourteen magistrates of whom the International Jurisdiction is composed shall meet together in General Assembly at least once every three months and more often if this is necessary.

The two Procurators may express their opinions on any matter, but shall not have the right to vote.

The Assembly shall select amongst its members, according to conditions on which it shall decide, a Delegate who shall preside at its meetings, convene meetings whenever necessary, and represent the International Jurisdiction before the authorities, administrative services and various organs of the Zone.

ARTICLE 30

Every year, in the first week of the month of October, the Assembly shall allocate between its members, with the exception of the two Procurators and the two permanent members of the Court of Appeal, under the conditions laid down in the present Convention, the functions of the non-permanent judges of the Court of Appeal, and of the President, Vice-President, *Juge d'Instruction* and judges of the Court of First Instance and the President of the Court of Summary Jurisdiction (*Tribunal de Paix et de Simple Police*). The Assembly shall, moreover, supervise the application of the provisions of Article 8 of the present Convention relating to the Presidency of the Court of Appeal.

When a judge of the Courts or member of the *Parquet* is prevented by absence, sickness or any other cause from exercising his functions, the Assembly shall meet without delay and, according to the requirements of the appointment concerned, designate a temporary replacement for the magistrate who is unable to act.

ARTICLE 31

In addition to the powers and duties which devolve upon it under other provisions of the present Convention, the General Assembly shall carry out the following functions:—

It shall fix the days and hours at which the Court of Summary Jurisdiction (*Tribunal de Paix et de Simple Police*), the Court of First Instance and the Court of Appeal shall sit, as well as the hours at which the offices of the Registrar of the Court and the Interpretariat shall open and close.

It shall watch over the internal organisation of the International Jurisdiction and the discipline of the magistrates; it shall decide on the costumes and insignia which the latter shall wear whilst carrying out their functions; and it shall fix, according to the exigencies of the service, the time and length of magistrates' vacations, and shall take any decisions on those matters which may be necessary.

It shall organise vacation courts, if this is compatible with the efficiency of the International Jurisdiction.

It shall carry out, under the conditions laid down in the Statute concerning the personnel of the Registrar's Office and the Interpretariat, the recruitment and promotion of such personnel, and shall exercise over them, under the same conditions, disciplinary powers. At meetings of the General Assembly for these purposes the Assistant Administrator for Judicial Affairs shall be present and may express his opinion on any matters raised, but shall not have the right to vote.

It shall prepare, with the Assistant Administrator for Judicial Affairs, participating under the conditions specified above, the budget of the International Jurisdiction.

Within the limits of the credits made available to it in the budget, it shall carry out the purchase of legal books, periodicals and any office furniture, that may be necessary; and it shall also select the *chaouchs*, porters and messengers.

ARTICLE 32

Decisions of the General Assembly of Magistrates shall be taken by majority vote. In the case of an equal vote, the most senior magistrate of the International Jurisdiction, or in the case of equal seniority, the eldest, shall have the casting vote.

SECTION IX

The Registry of the International Jurisdiction and the Interpretariat

ARTICLE 33

The Registry of the International Jurisdiction shall be directed under its authority by a Chief Registrar, assisted by six Registrars, as well as Assistant Registrars, Registrars' clerks, assistant clerks and women employees whose number shall be fixed by an Ordinance of the Committee of Control concerning the personnel of the Registry.

ARTICLE 34

The officials of the Registry must belong to one or other of the nationalities referred to in the second paragraph of Article 3 of the present Convention.

The Chief Registrar, and the six Registrars shall be nominated and appointed or revoked, as the case may be, by Dahir of His Sherifian Majesty, on the proposal of the General Assembly of Magistrates and at the instance of the Committee of Control. The other officials shall be appointed by Ordinance of the Committee of Control on the proposal of the General Assembly of Magistrates.

ARTICLE 35

The Registry shall provide the Secretariat of the Court of Appeal, the Court of First Instance, the *Tribunal de Paix* and the *Parquet*.

It shall include:

an office dealing with judicial documents and the execution of judgments,

an office dealing with bankruptcy, liquidation and judicial administration,

a notarial office,

a judicial treasury.

The General Assembly of Magistrates shall decide how the duties of the offices are to be allocated to the officials of the Registry.

ARTICLE 36

The staff of the office dealing with judicial notifications and the execution of judgments are responsible for the issue of summonses, the drawing up of declarations, protests and other judicial documents. They are also responsible for the execution of all judgments and orders of the International Jurisdiction, including the sale of movables and immovables seized in execution.

ARTICLE 37

The staff of the office dealing with bankruptcy, liquidation and judicial administrations carry out the functions of receiver in bankruptcy, official liquidator, liquidator charged with winding up companies, sequestrator, and, in general, any functions of preservation or liquidation which are not of a notarial character.

The International Jurisdiction may also add to the personnel of this office other agents when it is deemed necessary to call upon persons having technical qualifications.

ARTICLE 38

In case of absence or if otherwise prevented from carrying out his duties, an official assigned to any of the offices provided for in Article 35 can be temporarily replaced, if necessary, by a decision of the General Assembly of Magistrates which can appoint an official from another office.

ARTICLE 39

The office of the Notariat is responsible for receiving any documents or contracts which the parties ought or wish to have authenticated by a public

655
authority and for vouching for the date of such documents, safeguarding them and furnishing copies of them.

The organisation of this office and the conditions in which notarial documents are received and copies of them furnished shall be regulated by an Ordinance of the Committee of Control.

The functioning of the Office of the Notariat is placed under the supervision of the Magistrates of the *Parquet*, without prejudice to the provisions of Article 43.

ARTICLE 40

If necessary, the General Assembly of Magistrates, may on the proposal of the Chief Registrar, and within the limits of the credit voted, recruit *auxiliary or temporary officials*.

ARTICLE 41

A judicial interpreter for the Arab language, attached to the International Jurisdiction, shall be appointed by Dahir of His Sherifian Majesty on the proposal of the General Assembly of Magistrates and at the request of the Committee of Control.

An assistant judicial interpreter shall be appointed by Ordinance of the Committee of Control on the proposal of the General Assembly of Magistrates.

ARTICLE 42

The Statute provided for in Article 33 shall determine the conditions of recruitment and promotion, as well as the salaries of, and the disciplinary regulations applicable to, officials of the Registry and the Interpretariat.

ARTICLE 43

The Assistant Administrator for Judicial Affairs may, if he considers it necessary, ask the General Assembly of Magistrates for any information about the functioning of the Registry and the Interpretariat, and in case of need, may make recommendations to that Assembly about these matters.

SECTION X

The Bar

ARTICLE 44

Members of the Bar in the International Zone of Tangier have the right to give opinions and to plead. They represent their clients before the International Jurisdiction and may submit on their behalf such documents and pleadings as may be necessary without having to obtain any special authorisation to do so.

Nevertheless, they may not, without special authorisation, refuse to acknowledge handwriting, compromise or compound any matter, accept offers, make admissions, give consents, put persons on their oath or tender back a decisive oath, or, generally, do anything affecting the renunciation or abandonment of a right.

ARTICLE 45

The right to be a practising member of the Bar in the International Zone of Tangier is acquired by inscription in the roll of barristers having the right to appear before the International Jurisdiction.

Nevertheless, lawyers who have been duly admitted to practise and who enjoy rights of audience before the courts of any one of the Powers signatories of the Act of Algeciras⁽³⁾ are allowed to plead before the International Jurisdiction after having been authorised to do so by the President of the Court of the particular Section of the Court seized of the matter in which the lawyer wishes to be heard. But such lawyers may only submit written pleadings as the authorised agents of their clients.

ARTICLE 46

The maintenance and annual check of the roll of members of the Bar is the responsibility of the *Batonnier* and the Bar Council.

ARTICLE 47

No one can be inscribed on the roll of members of the Bar entitled to practise before the International Court unless—

- (a) he is a national of one of the Powers signatories of the Act of Algeciras;
- (b) he fulfils all the qualifications required under the law of the State of which he is a national before being admitted to the legal profession in that State;
- (c) he is ordinarily resident in the Tangier Zone;
- (d) he has practised for at least three years before the Courts of the State of which he is a national, or has passed the period of probation, in a barrister's chambers required either by the law of his own State or that required by the Tangier Bar. The performance of legal duties, acting as a magistrate, or a teaching appointment in a Law Faculty of a University or a School of Law, shall be considered as equivalent to this probationary period.

ARTICLE 48

All the lawyers practising before the International Court shall comprise a single Bar. The latter shall be administered by the Bar Council, consisting of nine members chosen for two years by all the members of the Bar and representing, as far as possible, the different nationalities of those members. The Council shall be responsible for choosing the *Batonnier*.

ARTICLE 49

The Bar Regulations shall be drawn up by the Bar Council and approved by the General Assembly of Magistrates.

ARTICLE 50

The Bar Council shall have disciplinary powers in respect of those members of the profession reading in Chambers and practising members of the Bar inscribed on the Roll.

(3) "Treaty Series No. 4 (1907)," Cd. 3302.

657

ARTICLE 51

An appeal may be lodged against any decision of the Bar Council—

- (a) in respect of a request to be admitted to read in Chambers or for inscription on the Roll;
- (b) in respect of a complaint against a person reading in Chambers or against a practising member of the Bar.

Such appeals shall be heard by three judges of the Court of Appeal and, in addition, the President or Vice-President of the Court of First Instance.

Such an appeal shall be open either to the person concerned or to the *Parquet*, and the right to appeal must be exercised within 15 days of the notification, by the *Batonnier*, of the decision against which it is sought to appeal.

Any decision of the Bar Council concerning one of the matters referred to in the first paragraph of the present Article must be notified to the *Parquet* by the *Batonnier*.

Any complaint against a person reading in Chambers or a practising member of the Bar inscribed on the Roll shall be communicated to the *Parquet*, which shall have the right to give the Bar Council a certain period within which to reach a decision on the matter and to notify the Bar Council of its intention to intervene. The absence of any notification of a decision, by the *Batonnier* within the period stipulated shall be regarded as an implicit rejection of the complaint on the part of the Bar Council against which the *Parquet* can exercise the right of appeal provided for in the second paragraph of the present Article.

SECTION XI

General Provisions

ARTICLE 52

Justice is rendered by the International Jurisdiction in the name of His Sherifian Majesty.

ARTICLE 53

The International Jurisdiction at Tangier shall apply the codes, dahirs and laws specially promulgated for the Zone, as well as any international conventions which relate to the Zone.

In the event of a conflict between the provisions of the above-mentioned codes, dahirs and laws and the provisions of the present Convention, the latter shall prevail.

ARTICLE 54

The judicial languages shall be French and Spanish. All judgments and any documents issuing from the Registry shall be drawn up in one or other of these languages, at the choice of the Judge, in the case of judgments, and of the Chief Registrar, in the case of documents issued by the Registry; parties to the proceedings can use either French or Spanish in drawing up the pleadings and other documents in the case.

Notifications and summonses issued either in French or in Spanish are valid even though the party on whom they are served alleges that he does not know the language in which they are drawn up. Such party has, nevertheless, the right to ask the Registrar for a translation by an expert, at his own expense, of such notifications and summonses.

Oral pleadings shall be in French or in Spanish, except where the use of another language is authorised by the President.

Final Provisions

ARTICLE 55

The present Convention shall, through the good offices of the Government of the French Republic be communicated for their adherence to the Governments of the Powers which have acceded to the Convention of 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, as well as to the Government of the United States of America which is represented on the Committee of Control.

The Governments of Powers signatories of the present Convention, as well as the Government of Powers which adhere to it, shall undertake to recommend to His Sherifian Majesty that he shall adopt a Dahir⁽⁴⁾ corresponding with the provisions of Articles 2 to 34 of the present Convention, which dahir shall replace the dahir of 16th February, 1924, as amended by the dahir of 26th November, 1928.

ARTICLE 56

The present Convention shall enter into force as soon as the Governments of all the Powers referred to in Article 55 have given their adherence.⁽⁵⁾ It is concluded for a period of five years commencing from the date of its entry into force, which date shall be notified through the good offices of the Government of the French Republic to all the Governments which have signed or adhered to it.

The present Convention shall be renewed in full force and effect, by tacit agreement, for one or more periods of the same duration unless, at least six months before the date of its expiration, any of the Governments of the Contracting Powers has requested that it be revised. In such case, it shall continue to apply until the conclusion of a new Convention.

In witness whereof the under-mentioned plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed thereto their seals.

Done at Tangier, 10th November, 1952, in four copies.

(L.S.)	C. DEL CASTILLO.
(L.S.)	F. DE PANAFIEU.
(L.S.)	GODWIN MUNTZ.
(L.S.)	F. MACCHI DI CELLERE.

⁽⁴⁾ The Dahir was signed on the 10th of June, 1953.

⁽⁵⁾ July 8, 1953.

659

Adherences

Belgium	...	...	...	...	...	July 3, 1953.
Netherlands ⁽⁶⁾	June 23, 1953.
Portugal	...	...	...	...	...	March 18, 1953.
Sweden	...	...	...	...	...	April 27, 1953.
United States of America ⁽⁷⁾	July 8, 1953.

⁽⁶⁾ This adherence is made subject to denunciation should the States-General refuse to approve the said Convention.

⁽⁷⁾ 1. The adherence of the United States to the Convention does not modify or abridge in any manner the extra-territorial jurisdiction of the United States in the Tangier Zone;

2. The adherence of the United States does not in any way imply adherence to the Statute of Tangier of December 18, 1923, as modified on July 25, 1928, which the Convention of November 10, 1952, amends.

PRINTED AND PUBLISHED BY HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased from

York House, Kingsway, LONDON, W.C.2 423 Oxford Street, LONDON, W.1
P.O. Box 569, LONDON, S.E.1

13a Castle Street, EDINBURGH, 2 109 St. Mary Street, CARDIFF

39 King Street, MANCHESTER, 2 Tower Lane, BRISTOL, 1

2 Edmund Street, BIRMINGHAM, 3 80 Chichester Street, BELFAST

or from any Bookseller

1955

Price 1s. 0d. net

PRINTED IN GREAT BRITAIN